



Mieux Comprendre l'Espace

Revue du Laboratoire Africain de Démographie et des Dynamiques Spatiales

Département de Géographie -Université Alassane Ouattara

Volume 2

N°006, Décembre 2021

ISSN: 2707-0395



République de Côte d'Ivoire

BP V18 Bouaké 01

Téléphone: (+225) 07 07 06 91 71/ 01 03 59 34 32/ 05 05 05 84 01

Courriel: revuegeovision@gmail.com

Site Internet: www.laboraddys.com

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication : Pr MOUSSA Diakité, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef : Dr LOUKOU Alain François, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef adjoint : Dr ZAH Bi Tozan, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Dr DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr FOFANA Bakary, Géographe, Chercheur Indépendant

Dr ADOU Bosson Camille, Géographe, Chercheur Indépendant

Dr TANOH Ané Landry, Géographe, Chercheur Indépendant

COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Pr MOUSSA Diakité, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BÉCHI Grah Félix, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

PhD : Inocent MOYO, University of Zululand (Afrique du Sud) / Président de la Commission des études africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI)

Pr AFFOU Yapi Simplicie, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ALOKO N'guessan Jérôme, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BIGOT Sylvain, Université Grenoble Alpes (France)

Professor J.A. BINNS, Géographe, University of Otago (Nouvelle-Zélande)

Pr BOUBOU Aldiouma, Université Gaston Berger (Sénégal)

Pr BROU Yao Télésphore, Université de La Réunion (La Réunion-France)

Pr Momar DIONGUE, Université Cheick Anta Diop (Dakar-Sénégal)

Pr Emmanuel EVENO, Université Toulouse 2 (France)

Pr KOFFI Brou Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr KONÉ Issiaka, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr Nathalie LEMARCHAND, Université Paris 8 (France)

Pr Pape SAKHO, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr SOKEMAWU Koudzo Yves, Université de Lomé (Togo)

Dr Ibrahim SYLLA, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Dr LOUKOU Alain François, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr VEI Kpan Noel, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr ZAH Bi Tozan, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr DIOMANDÉ Béh Ibrahim, Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire)

Dr SORO Nabegue, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr KOFFI Kan Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr ETTIEN Dadja Zenobe, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Instructions aux auteurs

Dans le souci d'uniformiser la rédaction des communications, les auteurs doivent se référer aux normes du Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et Sciences Humaines/CAMES. En effet, le texte doit comporter un titre (Times New Roman, taille 12, Lettres capitales, Gras), les Prénom(s) et NOM de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats. Le manuscrit doit respecter la structure d'un texte scientifique comportant : Introduction (Problématique ; Hypothèse compris) ; Approche méthodologique ; Résultats et Analyse ; Discussion ; Conclusion ; Références bibliographiques. Le volume du manuscrit ne doit pas excéder 15 pages, illustrations comprises. Les textes proposés doivent être saisis à l'interligne 1, Times New Roman, taille 11.

1. Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante : 1. Premier niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras) ; 1.1. Deuxième niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras, italique) ; 1.2.1. Troisième niveau (Times New Roman, Taille de police 11, gras, italique).

2. Les illustrations : les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré ; taille de police 11, gras). La source (centrée) est indiquée en dessous de l'élément d'illustration (Taille de police 10). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

3. Notes et références : 3.1. Éviter les références de bas de pages ; 3.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit : -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées. Exemple : (D. MOUSSA, 2018, p. 10) ; -Initiale (s) du

Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées). Exemple : D. MOUSSA (2018, p. 10).

4. La bibliographie : elle doit comporter : le nom et le (les) prénom (s) de (des) auteur(s) entièrement écrits, l'année de publication de l'ouvrage, le titre, le lieu d'édition, la maison d'édition et le nombre de pages de l'ouvrage. Elle peut prendre diverses formes suivant le cas :

- *pour un article* : LOUKOU Alain François, 2012, « La diffusion globale de l'Internet en Côte d'Ivoire. Évaluation à partir du modèle de Larry Press », in *Netcom*, vol. 19, n°1-2, pp. 23-42.

- *pour un ouvrage* : HAUHOUOT Asseypo Antoine, 2002, *Développement, aménagement, régionalisation en Côte d'Ivoire*, EDUCI, Abidjan, 364 p.

- *un chapitre d'ouvrage collectif* : CHATRIOT Alain, 2008, « Les instances consultatives de la politique économique et sociale », in Morin, Gilles, Richard, Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, « Des poings et des roses », pp. 255-266.

- *pour les mémoires et les thèses* : DIARRASSOUBA Bazoumana, 2013, *Dynamique territoriale des collectivités locales et gestion de l'environnement dans le département de Tiassalé*, Thèse de Doctorat unique, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 489 p.- *pour un chapitre des actes des ateliers, séminaires, conférences et colloque* : BECHI Grah Felix, DIOMANDE Beh Ibrahim et GBALOU De Sahi Junior, 2019, Projection de la variabilité climatique à l'horizon 2050 dans le district de la vallée du Bandama, Acte du colloque international sur « *Dynamique des milieux anthropisés et gouvernance spatiale en Afrique subsaharienne depuis les indépendances* » 11-13 juin 2019, Bouaké, Côte d'Ivoire, pp. 72-88

- *Pour les documents électroniques* : INS, 2010, *Enquête sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire*. Disponible à : http://www.ins.ci/n/documents/travail_enfant/Rapport%202008-ENV%202008.pdf, consulté le 12 avril 2019, 80 p.

Éditorial

Comme intelligence de l'espace et savoir stratégique au service de tous, la géographie œuvre constamment à une meilleure compréhension du monde à partir de ses approches et ses méthodes, en recourant aux meilleurs outils de chaque époque. Pour les temps modernes, elle le fait à l'aide des technologies les plus avancées (ordinateurs, technologies géospatiales, à savoir les SIG, la télédétection, le GPS, les drones, etc.) fournissant des données de haute précision sur la localisation, les objets et les phénomènes. Dans cette quête, les dynamiques multiformes que subissent les espaces, du fait principalement des activités humaines, offrent en permanence aux géographes ainsi qu'à d'autres scientifiques des perspectives renouvelées dans l'appréciation approfondie des changements opérés ici et là. Ainsi, la ruralité, l'urbanisation, l'industrialisation, les mouvements migratoires de populations, le changement climatique, la déforestation, la dégradation de l'environnement, la mondialisation, etc. sont autant de processus et de dynamiques qui modifient nos perceptions et vécus de l'espace. Beaucoup plus récemment, la transformation numérique et ses enjeux sociaux et spatiaux ont engendré de nouvelles formes de territorialité et de mobilité jusque-là inconnues, ou renforcé celles qui existaient au préalable. Les logiques sociales, économiques et technologiques produisant ces processus démographiques et ces dynamiques spatiales ont toujours constitué un axe structurant de la pensée et de la vision géographique. Mais, de plus en plus, les sciences connexes (sciences sociales, sciences économiques, sciences de la nature, etc.) s'intéressent elles aussi à l'analyse de ces dynamiques, contribuant ainsi à l'enrichissement de la réflexion sur ces problématiques. Dans cette perspective, la revue GéoVision qui appelle à observer attentivement le monde en vue de mieux en comprendre les évolutions, offre aux chercheurs intéressés par ces dynamiques, un cadre idéal de réflexions et d'analyses pour la production d'articles originaux. Résolument multidisciplinaire, elle publie donc, outre des travaux géographiques et démographiques,

des travaux provenant d'autres disciplines des sciences humaines et naturelles. *GéoVision* est éditée sous les auspices de la Commission des Études Africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI), une instance spécialement créée par l'UGI pour promouvoir le débat académique et scientifique sur les enjeux, les défis et les problèmes spécifiques de développement à l'Afrique. La revue est semestrielle, et paraît donc deux fois par an.

Bouaké, le 16 Septembre 2019

La rédaction

AVERTISSEMENT

Le contenu des publications n'engage que leurs auteurs. La Revue *GéoVision* ne peut, par conséquent, être tenue responsable de l'usage qui pourrait en être fait.

SOMMAIRE

LOGIQUES ET STRATÉGIES DES PROMOTEURS PRIVÉS DANS LA PRODUCTION DE L'HABITAT DANS LA COMMUNE DE YOPOUGON, Deagai Parfaite DIHOUEGBEU¹, Abou DIABAGATE², Jean-Berenger WADJA³	9
CONTRIBUTION À L'ÉVALUATION DE L'APTITUDE CULTURALE DES SOLS DU BASSIN DE LA RIVIÈRE <i>LATIÈTE</i> DANS LE NORD-OUEST DU BÉNIN, N. Innocent GBAÏ¹, Djafarou ABDOULAYE¹, Ahoudou Waliou YESSOUFOU²	23
TOURISME DURABLE : INTÉRÊTS ET DÉFIS DE GESTION DES POTENTIALITÉS LOCALES DU DÉPARTEMENT DU COUFFO AU BENIN, OHOUBONON Frédéric Olawolé¹, LOUGBEGNON Olou Toussaint², TOKO IMOROU Ismael³, VISSIN W. Expédit⁴	40
ACTIVITÉS ET SOURCES D'ÉMISSIONS DE GAZ DE LA FILIÈRE KARITÉ DANS LA RÉGION DU PORO AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, Moussa KONE	52
CARTOGRAPHIE DE LA CHAÎNE DE VALEURS (CCV) DU MIEL AU BÉNIN, VODOUNOU Germonne Kéty*¹; SOSSOU Koffi Benoît² et ATTANASSO Marie-Odile²	67
LA FAIBLESSE DE L'UTILISATION DES INTRANTS : UN HANDICAP POUR LA PRODUCTION AGRICOLE DE LA SOUS-PREFECTURE DE BROBO EN COTE D'IVOIRE, Dhédé Paul Eric KOUAME¹, Houphouët Jean-Claude DIBY², N'guessan Pascal KONAN³	83
LA RECOMPOSITION DE LA FAMILLE FACE À LA MIGRATION EN PAYS BISSA AU BURKINA FASO, Irissa ZIDNABA ,	99
METEO CLIMAT ET PERTES POST-RECOLTES MARAICHERES A HOUEYIHO II DANS LA VILLE DE COTONOU AU BENIN (AFRIQUE DE L'OUEST), WOKOU COSSI GUY	115
LE TRAVAIL DES DÉCHETS A LOMÉ : QUELS RISQUES POUR LES TRAVAILLEURS ?, Mawaki AMANAH	129
IMPACTS DES EXTREMES CLIMATIQUES SUR LA DURABILITES AGRO-ÉCOLOGIQUE DES EXPLOITATIONS DE PRODUCTION VIVRIERE DANS LA BASSE VALLEE DE L'OUEME (REPUBLIQUE DU BENIN), François-José DOSSOU-DOKPE¹, Thierry CODJO¹, Jean Mianikpo SOGBEDJI², Euloge OGOUWALE¹	143
DES MODES DE GOUVERNANCE TRADITIONNELLE Ã LA SUPPLEANCE DE L'ACTION PUBLIQUE AU MALI: CAS DE DJOLIBA (CERCLE DE KANGABA) ET OUOLODO (CERCLE DE KOLOKANI), Abdramane Sadio SOUMARE	159
IMPACT DE LA FABRICATION DU CHARBON DE BOIS SUR LA VÉGÉTATION DU PARC NATIONAL DE LA KERAN (NPK), Laounta AKAME	177
PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX ALIMENTAIRES, UNE FILIERE INFORMELLE EN ESSOR A LIBREVILLE (GABON), Jérôme MABIKA	193

PROFIL DU CARBONE ORGANIQUE DANS LES FORMATIONS SUPERFICIELLES DE LA REGION DES SAVANES AU NORD-TOGO, KANKPENANDJA Laldja¹, LARE Konnegbéne², BADAMELI Atina³, TCHABI Atti⁴, ALFA-SIKA MANDE Seyf Laye⁵, OURO-B ITASSE Eralakaza⁶, TCHAGBELE Abasse⁷, KADOUZA Padabo⁸	212
LA POPULATION DU TOGO : EVOLUTION ET PERSPECTIVES, TCHALLA Kokou	226
DYNAMIQUE DE L'OCCUPATION DES TERRES ET CONFLICTUALITE DANS LA COMMUNE DE LA KOMPIENGA (BURKINA FASO), _YAMEOGO Lassane¹, OUEDRAOGO Blaise², SODORE Abdoul Azise¹, SOMDA Nanwin Béore¹	240
DÉSORDRE DANS LA GESTION FONCIÈRE URBAINE ET SON COROLLAIRE D'INSUFFISANCES Á BOUAKÉ : QUELLES PERSPECTIVES POUR UNE VILLE DURABLE ?, Kpan Noel VEI	260
IMPACTS DES ACTIVITÉS DE RESTAURATION ET DE VENTE DE VIVRIERS SUR LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES DANS LA COMMUNE DE TIÉBISSOU, YAO Raïssa Cheronne¹, KOUASSI Kobenan Christian Venance², ASSUÉ Yao Jean-Aimé³, KOFFI Brou Émile⁴	275
UTILISATION DU DRONE POUR LE CALCUL DES RESERVES DE GRANITE DU SITE D'OKOUTA DANS L'ARRONDISSEMENT DE SETTO AU BENIN, AROUNA Ousséni^{1*}, DEGBEGNON Léopold², KOSSOUGBETO Briac Kévin Patrick¹& AHLOUMESSOU Codjo Amadin²	287
LA QUESTION DE LA DEMANDE EN TRANSPORT DANS UNE VILLE-CARREFOUR : LE CAS DE LA COMMUNE DE KAOLACK AU SÉNÉGAL, _Djibril GNING¹, Awa FALL²	306
SAVOIRS LOCAUX SUR LA DYNAMIQUE HYDRO-GEOMORPHOLOGIQUE DE LA VALLEE TRANSFRONTALIERE DU GOULBI MARADI (ENTRE NIELLOUA ET MARADI AU NIGER), Mahamadou Moubarak SANOSSI IBRAHIM¹, Mahamadou Nourou LAOUALI NA ALLAH¹, Ibrahim MAMADOU^{1*}, Ibrahim BOUZOU MOUSSA²	327
COMMUNICATION ET PARTICIPATION MULTICULTURELLE AU DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS UN CONTEXTE DE DÉCENTRALISATION POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE, Guy-Venance GNAKO	338
CARACTÈRES PLUVIOMÉTRIQUES ET ZONES À RISQUES D'INONDATIONS DANS LA VILLE BALNÉAIRE DE FRESCO AU SUD-OUEST DE LA COTE D'IVOIRE, _KOUASSI Yao Dieudonné¹, YEO Porobégnon Natogoma²	352
LES EXTERNALITÉS NÉGATIVES LIÉES AU TRANSPORT INTER-URBAIN DANS LA RÉGION DU GBÊKÈ, _KACOU N'Guessan François	364
GENRE ET PERCEPTION SOCIALE DES TERRES AGRICOLES AU BENIN : ESQUISSE D'UN MATÉRIAU POUR LE DROIT D'EXPLOITATION DIFFÉRENCIÉE CHEZ LES COMMUNAUTÉS DE L'ATACORA OUEST, _OUASSA KOURA Monique¹, TAOUEMA SANDA N'Natta Bertin²	376

EXPLOITATION DES SOCIÉTÉS DE TRANSPORT RÉGIONAL DE VOYAGEURS SUR LE
CORRIDOR COTONOU-NIAMEY (AFRIQUE DE L'OUEST), **Benjamin S. ALLAGBE, Faouzy
Gounou GUERA** 387

LA DIPLOMATIE DES AUTORITES LOCALES : UN OUTIL POUR UNE GESTION DURABLE
DES ORDURES MENAGERES DANS LA COMMUNE DE LIBREVILLE (GABON), **ADA
NZOUGHE Corine épouse OBOUNOU** 403

DES MODES DE GOUVERNANCE TRADITIONNELLE À LA SUPPLEANCE DE L'ACTION PUBLIQUE AU MALI: CAS DE DJOLIBA (CERCLE DE KANGABA) ET OUOLODO (CERCLE DE KOLOKANI)

ABDRAMANE SADIO SOUMARE

Faculté des Sciences Administratives et Politiques de Bamako (FSAP) de l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB) Tel :(+223) 20.22.70.77 Campus Universitaire de Badalabougou-Bamako Sit. Int. : www.usjpb.edu.ml BP.E2528'Tél. (223) 20.22.19.33/ 20 22 93 02 / 20 22 84 79/ 20 22 89 42/ Fax. (223) 20 22 19 32.

abdramanesoumare@yahoo.fr; soumareabdramanesadio@gmail.com

Résumé

Depuis l'avènement de la démocratie et de la décentralisation sur le continent, des pays africains traversent des crises sociopolitiques, dues à la mauvaise gouvernance, à l'inadéquation de la pratique démocratique en lien avec nos valeurs africaines. Le Mali, en tant que pays de l'Afrique subsaharienne, n'a pas échappé à cette gangrène. Dans ce contexte la refondation de la gouvernance et de la démocratie au Mali s'impose. Pour trouver des solutions endogènes à ces problématiques ci-dessus citées, nous avons osé mener une étude qualitative sur les modes de gouvernance traditionnelle dans deux villages différents culturellement et géographiquement: le village de Djoliba dans le cercle de Kangaba et le village de Ouololodo dans le cercle de Kolokani.

L'étude a visé à faire une analyse comparative de gestion des biens publics et de l'exercice de la citoyenneté d'une part. Et d'autre part à identifier les Institutions traditionnelles vs Formes de légitimité à Djoliba et à Ouolodo.

Ce thème nous a poussés à faire de nombreuses recherches dans certains ouvrages généraux et spécifiques sur la gouvernance. Les résultats suivants ont été obtenus : celui qui doit gérer les biens publics doit préférer la faim plutôt que la honte, c'est celui qui a reçu une bonne éducation familiale. Les institutions traditionnelles sont les guérisseurs traditionnels ou les tradi-thérapeutes, et les accoucheuses traditionnelles. Il n'y'a pas de problème de légitimité, c'est réglé d'office puisque que, ce sont les « mansarens » (Djoliba) et le plus vieux des « Diarra » (Wolodo) qui sont en charge des institutions politico-traditionnelles.

Mots clés : Djoliba, Ouolodo, Gouvernance, Démocratie, Institutions traditionnelles, Bien public, Formes de légitimité.

Abstract:

Since the advent of democracy and decentralization on the continent, African countries have been going through socio-political crises, due to bad governance, the inadequacy of democratic practice in relation to our African values. Mali, as a country in sub-Saharan Africa, has not escaped this gangrene. In this context, the overhaul of governance and democracy in Mali is imperative. To find endogenous solutions to these above-mentioned problems, we dared to carry out a qualitative study on the modes of traditional governance in two culturally and geographically different villages: the village of Djoliba in the circle of Kangaba and the village of Ouololodo in the circle of Kolokani.

The study aimed to make a comparative analysis of the management of public goods and the exercise of citizenship on the one hand. And on the other hand, to identify traditional institutions vs forms of legitimacy in Djoliba and Ouolodo.

This theme has prompted us to do a lot of research in certain general and specific works on governance. The following results were obtained: the one who has to manage public goods must prefer hunger more than shame, it is the one who has received a good family education, The traditional institutions are the traditional healers or the traditional therapists, the midwives traditional. There is no problem of legitimacy, it is automatically resolved that it is the “mansarens” (Djoliba) and the oldest of the “Diarra” (Wolodo) who are in charge of the political institutions. traditional.

Keywords: Djoliba, Ouolodo, Governance, Democracy, Traditional institutions, Public good, Forms of legitimacy.

I. Introduction

Le Mali à l'instar de plusieurs pays africains, connaît des crises politiques répétitives liées à la pratique démocratique. Depuis l'avènement sur le continent de ce système politique dans les années 1990, nos pays ne connaissent que de l'instabilité sociopolitique, et économique-culturelle. Paru en Afrique après la chute du mur de Berlin, ce système politique, a changé l'ordre mondial de gouvernance politico économique et social. La démocratie qui est une valeur occidentale, ne semble pas être une panacée pour le développement de tous les pays du monde. Elle ne fait que créer des problèmes aux pays africains. En effet la démocratie dont plusieurs de ses principes est en ambivalence avec les valeurs africaines, ne fait qu'aggraver les difficultés de gouvernance de nos pays.

Le Mali a débuté son ère démocratique à partir de 1992. De cette date à nos jours, le pays ne connaît que des contestations de gouvernance (B. Pecqueur 1995) : politique, économique, sociale, culturelle, financière, foncière, sécuritaire etc.

Le Mali avant la colonisation, avait ses propres codes de valeur et de gouvernance issus de plusieurs siècles de la pratique de la gestion administrative, politique, économique, sociale et culturelle des territoires des grands empires (Ghana, Mali et Songhaï) et des royaumes : KénéDougou, Bambara, Kaarta, Khasso, Massassi, Macina etc. (B. Sanankoua, 2007).

Ces valeurs africaines avaient des ancrages dans nos sèves. Cela se fait voir jusqu'à présent dans nos villages, qui malgré l'imposition des valeurs occidentales depuis la période coloniale jusqu'à nos jours, parviennent à résister. En effet jusqu'à présent dans nos villages, certains gardiens de la tradition (de nos valeurs ancestrales), résistent à l'usure de la puissance destructrice de l'occident.

À cause de l'imposition de la démocratie et de la décentralisation qui n'ont pas entraîné les effets escomptés, le Mali est confronté à tous les niveaux de ses secteurs de développement à la mauvaise gouvernance. Les cadres supérieurs censés être l'élite de la nation afin de sortir le pays de l'ornière, sont pressés de s'enrichir en accumulant les biens publics comme fortune personnelle. Cette grande faiblesse de la puissance publique qu'est la corruption affecte dangereusement, la visibilité et l'efficacité de l'action publique. Par conséquent les populations qui doivent bénéficier des biens faits des politiques publiques sectorielles, se sentent abandonner, laissées pour leur propre sort. Elles deviennent fragiles, manipulables et migrent vers les centres urbains, augmentant par conséquent la « bidonvilisation ». Des franges urbaines insalubres, inconfortables, dépourvues d'aucune règle urbanistique.

La démocratie et la décentralisation ont favorisé l'État malien de 1992 à nos jours à bénéficier de très nombreux financements pour son développement et cela de la part de beaucoup de partenaires au développement : aides bilatérales, multi latérales, coopérations décentralisées etc. Cette manne financière que le pays a obtenue, a de tout le temps été détournée par les pouvoirs publics (Etat et

collectivités territoriales). Des fonds publics destinés à réaliser des équipements collectifs structurants : construction des routes, des écoles, des ponts, des centres de santé communautaires des hôpitaux, des ouvrages d'assainissements, des adductions d'eaux potables... sont parfois détournés de leur vocation d'origine d'une part. Et d'autre part même si ces équipements collectifs sont réalisés, ils sont de piètre qualité à cause du partage de gâteau dû au long processus ambigu de passation des marchés publics.

Dans ce contexte, les populations à la base dans certaines localités de notre pays, se sentant délaissées par l'action publique, n'ont pas eu d'autre choix que de tomber dans la suppléance des djihadistes. Du coup, désormais ce sont ces acteurs nouveaux qui assurent à ces populations, les services publics essentiels à la place de l'Etat.

L'Etat malien étant alors tombé dans la déliquescence ou la décadence totale, n'arrive plus à assurer l'intégrité physique de son territoire national, dont la moitié est tombée entre les mains des indépendantistes, djihadistes, terroristes et autres narcotrafiquants etc.

La décentralisation qui était censée assurer aux populations le développement local, fut un espoir ou un projet de société voué aux échecs. Car les nouvelles collectivités territoriales, issues des découpages territoriaux, vont rencontrer des difficultés de tout genre. En effet au tout début de leur fonctionnement, il y'avait des problèmes de locaux adéquats pour abriter ces nouvelles institutions territoriales « fraîchement sorties de terre », les problèmes de paiement du personnel administratif (secrétaires généraux, régisseurs de recette et de dépense, rémunération des maires et des conseillers municipaux etc.) Par ricochet, ces facteurs défavorables pour assurer l'action publique locale des services urbain (M. Touré, 2016), (services sociaux de base et les services en réseau), ont poussé les élus locaux et les légitimités traditionnelles à brader, les terres agricoles et celles de leur communalisation. Dans ce dessein, nous assistons impuissamment aux multiples spéculations foncières. Le foncier devient la ressource principale d'enrichissement personnel des membres du conseil communal au détriment d'une population nombreuse silencieuse victime de leur pauvreté et de leur ignorance. Des paysans qui deviennent des ouvriers sur leur propre terre (M. Bertrand, 2008), se sont vus expropriés de celle-ci moyennant des pécules.

La démocratie et la décentralisation étant basées sur l'organisation des élections afin d'élire les représentants du peuple souverain, ont tout le temps été mal organisées dans notre pays. Le parti politique au pouvoir ne voulant rien lâché aux opposants, truquent les scrutins à tous les niveaux afin qu'il ait une majorité écrasante au niveau de tous les échelons de représentations du peuple. Par conséquent après chaque élection (présidentielle, législative, municipale etc.), notre pays traverse des conflits post électoraux à l'image de plusieurs pays africains. Elles laissent alors derrière elles, des spectacles de désolation, des rancunes entre les élites des partis politiques « belligérants » en lice. Des amertumes qui désagrègent le vivre ensemble et la cohésion nationale pendant des années.

L'avènement de la démocratie et la décentralisation ont favorisé la prolifération des Projets de développement et des ONG nationales et internationales sur le territoire nationale. Ce faisant ces autres acteurs de développement qui suppléent à l'action publique dans certains secteurs, diffusent des valeurs occidentales qui entraînent l'effritement de nos codes et valeurs maliennes et africaines : Droits des enfants et des femmes, mutilation génitale féminine. La VBF (Violence Basée sur les Femmes), n'est pas un droit partagé au niveau de certains de nos terroirs. Ils sont des concepts qui sont entrain d'entraîner l'émiettement des ménages et des familles. Aujourd'hui à cause de l'application de ces valeurs occidentales, des chefs de famille sont humiliés au profit de leurs épouses et enfants par les mairies et les commandants des brigades de gendarmerie.

La pratique de ces nouveaux concepts sociétaux occidentaux a totalement diminué l'emprise des chefs de famille sur leurs épouses et enfants. Les conséquences négatives qui découlent de cette détresse :

c'est que les ménages connaissent des baisses de rendement agricole puis que l'autorité du chef est remise en cause.

C'est pour toutes ces raisons ci-dessus évoquées, qu'une refondation de la démocratie et de la gouvernance, s'impose au Mali. Pour réaliser cette perspective, et mettre en exergue nos valeurs sociétales ancestrales comme des véritables outils de développement nous nous sommes intéressés à deux milieux géographiques distincts de notre histoire, le Mandé (Village de Djoliba) et le Bélé Dougou (Village de Ouolodo).

Aussi pour interroger nos modes de gouvernance ancestraux, nous avons posé les questions de recherche suivante qui attirent notre attention :

- Quels sont les modes de gestion des biens publics et de l'exercice de la citoyenneté à Djoliba et à Ouolodo ?
- Quelles sont les Institutions traditionnelles vs Formes de légitimité à Djoliba et à Ouolodo ?

Autant de questions dont cette étude cherche à élucider.

Ce sujet a comme objectifs de mettre en évidence en un premier lieu, les modes de gouvernance ancestraux, et de l'exercice de la citoyenneté. En un second lieu d'identifier les institutions traditionnelles et les formes de légitimité à Djoliba et à Ouolodo.

Les hypothèses suivantes ont prévalu pour cette étude de recherche : les modes de gouvernance ancestraux sont : celui qui doit gérer les biens publics doit préférer la faim plus que la honte, c'est celui qui a reçu une bonne éducation familiale, c'est aussi quelqu'un qui est issu d'une grande famille.

Les institutions traditionnelles sont les guérisseurs traditionnels ou les tradi-thérapeutes, les chasseurs, les accoucheuses traditionnelles. Il n'y a pas de problème de légitimité car c'est réglé d'office puisque, ce sont les « mansarens », c'est-à-dire les « Keïta descendants de l'Empereur Soundiata Keïta » (Djoliba) et le plus vieux des « Diarra » (Ouolodo) qui sont en charge des institutions administratives.

Après une présentation des matériels et méthodes, nous allons montrer ce que c'est les modes de gouvernance ancestraux, et l'exercice de la citoyenneté. Nous allons mettre l'accent sur l'identification des institutions traditionnelles et les formes de légitimité à Djoliba et à Ouolodo.

L'article se termine par une discussion et une conclusion qui portent sur l'analyse et la synthèse des éléments présentés.

2. Matériels et Méthodes

Cette étape est basée sur la présentation des matériels et méthodes.

2.1. Matériels

Les matériels utilisés pour cette étude furent :

- une voiture, pour faire le terrain notamment les enquêtes à Djoliba et à Ouolodo
- les guides d'entretien

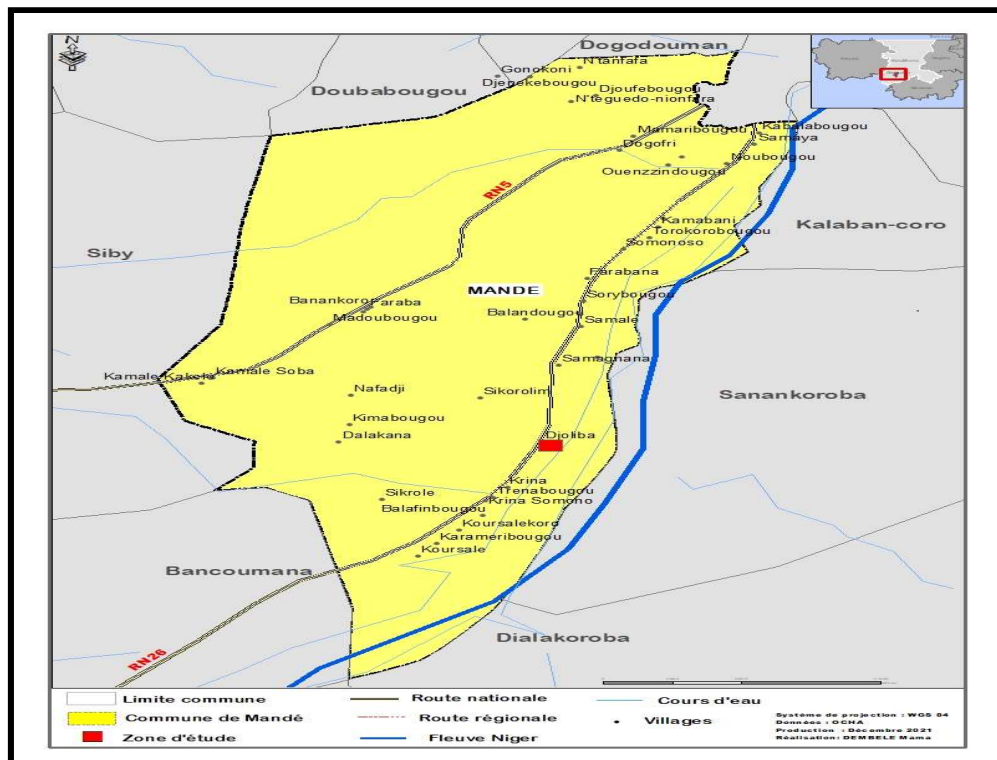
Présentation des zones d'étude

- **Village de Djoliba**

Le village de Djoliba est situé dans la partie Sud de la région de Koulikoro, au Nord-Ouest du cercle de Kati, à l'Ouest du District de Bamako, le long du fleuve Niger. Il est traversé par la route Nationale N°26 (RN26) Bamako-Kangaba-frontière Guinée Conakry. Le relief est constitué d'un ensemble de surfaces

d'aplanissement horizontales souvent armées de cuirasses latéritiques coupées de vallées, de buttes et de colline. Les accumulations grasses correspondent aux plateaux aux bas desquelles on rencontre les glaciés et les dépôts pluviaux des grands ensembles de drainage des plateaux manding. Le climat est de type soudanais marqué par l'alternance d'une saison pluvieuse appelée hivernage avec une pluviométrie comprise entre 1200 et 800 mm/an, et une saison sèche. Les malinkés constituent l'ethnie majoritaire dans le village. Les principaux clans sont les Keita qui se répartissent en deux lignages : les Nyoumassi premiers habitants. La population pratique l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce, l'exploitation forestière et des carrières (Sable, Moellon, Latérite). La carte N°1 qui suit, localise dans l'espace le village de Djoliba.

Carte 1 : localisation du village de Djoliba dans la commune rurale du mandé et dans le cercle de kangaba.

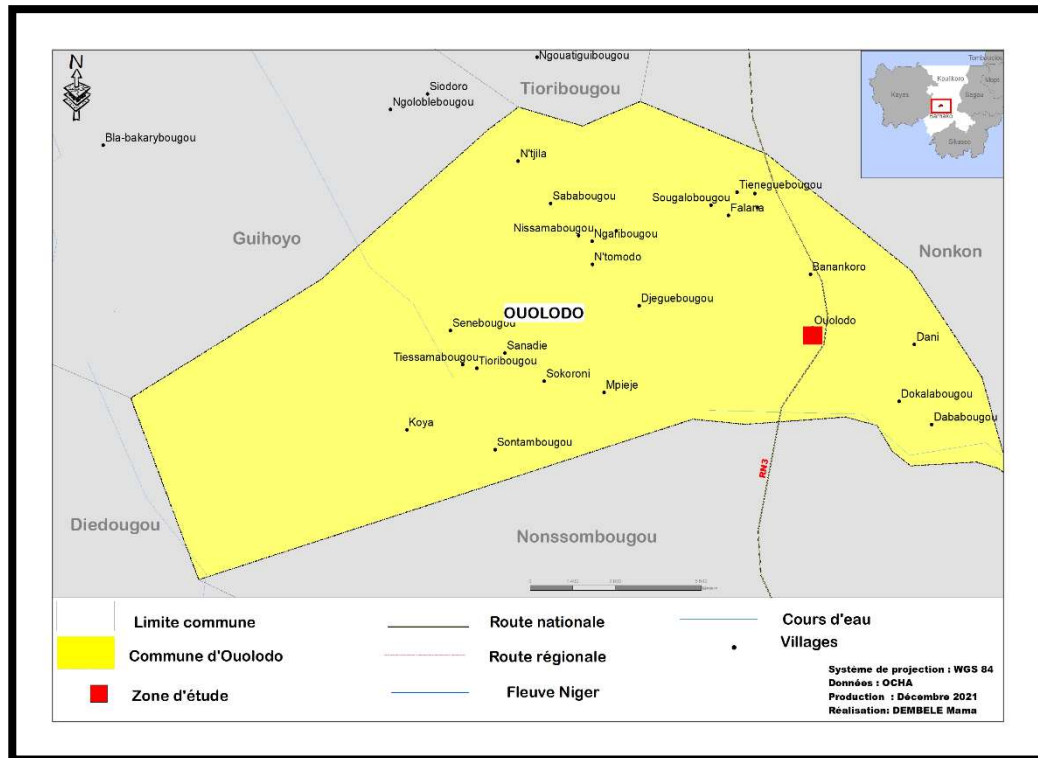


- Village d'Ouolodo

Le village d'Ouolodo est situé au Sud du cercle de Kolokani. Il est limité : Au Nord par les communes de Nonkon et Tioribougou. Au Sud par la commune de Nossombougou. A l'Est par la commune de Nonkon. A l'Ouest par la commune de Faladié (cercle de Kati). Le relief est en majorité formé de plaines. Cependant au sud-est et à l'Ouest le relief est quelque peu accidenté par la présence de certaines collines. Les sols sont argileux, latéritiques et gravillonnaires. Le climat est de type tropical avec deux saisons principales : Une saison pluvieuse de juin à octobre et une saison sèche de novembre à mai. La pluviométrie moyenne annuelle est de 750 mm. Le village compte 2 848 habitants selon le dernier recensement (RGPH, 2009). La population est en majorité composée de Bambara, Sarakolé, Peuls. L'économie est essentiellement basée sur l'agriculture, l'élevage, le petit commerce et l'artisanat. Les cultures vivrières les plus importantes sont : le mil, le maïs, le fonio, le sorgho, le riz. Quant aux cultures de rentes, elles portent sur le coton, l'arachide, et le tabac. L'élevage est basé sur les bovins, les caprins, les ovins les ânes et la volaille.

La carte N°2, ci-dessous situe aussi dans l'espace le village de Ouolodo dans la commune rurale de Ouolodo, dans le cercle de Kolokani.

Carte N°2 : localisation du village de Ouolodo dans la commune rurale de Ouolodo et dans le cercle de Kolokani



2.2.

Méthodes

Les enquêtes ont duré deux semaines : du 1^{er} au 15 septembre 2019.

Les différentes étapes de notre démarche méthodologique ont été les suivantes :

2.2.1. La recherche documentaire

La recherche documentaire fut l'un des piliers de notre approche. Elle a consisté à collecter les informations utiles à la vérification de nos hypothèses. Pour ce faire des ouvrages relatifs à la gouvernance, aux valeurs culturelles au Mali et en Afrique, à la charte de « Kurunkafouga », (une constitution datant du règne de l'Empereur Soundjata Keïta qui vécut de 1190 à 1255), à la démocratie et à la décentralisation au Mali et en Afrique, ont été consultés. Des articles scientifiques, les thèses en rapport avec le sujet de recherche, ont été exploités, afin de mieux construire notre objet d'étude.

Sachant que la recherche documentaire, à elle seule, reste toujours insuffisante pour faire un travail de recherche, nous avons orienté une bonne partie de nos efforts sur les enquêtes de terrain (entretiens approfondis en focus groupe et entretien individuel) pour non seulement compléter, mais aussi varier nos sources d'informations.

2.2.2. Les enquête de terrain

Nous avons opté pour la méthode qualitative à travers l'analyse de contenu

Elles se sont déroulées à travers trois étapes fondamentales, à savoir :

- la définition de l'aire d'étude et le choix des sites d'enquête ;
- la constitution du corpus ou population cible ;
- le choix et l'élaboration des outils d'enquête et la collecte des données.

Le choix des sites d'enquête et des échantillons

C'est un échantillonnage raisonné qui a été préféré pour le choix des villages de Djoliba et de Ouolodo. Djoliba est un village du Mandé qui a un très fort ancrage territorial de la culture mandingue profonde et qui n'a pas trop subi les altérations de la modernisation. Il est un village qui peut être représentatif des valeurs culturelles en lien avec les modes de gouvernance traditionnelle du pays manding.

Quant au village de Ouolodo, il est aussi un creuset, un substrat sociologique du pays « Bamanan » du « BéléDougou ». Un espace culturel très replié sur lui-même et garde encore jalousement les modes traditionnels de gouvernance.

La constitution du corpus ou population cible

La population visée pour cette étude était variée et multiple, comprenant différentes catégories socioprofessionnelles surtout dans le cadre du focus group. Pour ce faire, les cibles étaient les suivantes : chef de village et conseillers, chef de famille, notables, personnes âgées, présidente des femmes, famille maraboutique, famille forgeron, Maire, Homme d'église, Jeunesse, imam, cordonnier, habitants, griots.

Les outils de collecte et la collecte des données

Les outils de collecte

Nous avons choisi l'entretien semi-structuré (individuel et focus group). L'entretien individuel approfondi avec des acteurs bien ciblés qui nous a paru, la technique la plus adéquate de collecter des données pour cette étude. A ce sujet, une vingtaine d'entretiens, ont pu être réalisés.

Ce choix a permis, à l'aide des guides d'entretiens préalablement élaborés, d'accéder à des discours personnalisés où nos interlocuteurs véhiculent sous diverses formes : sentiments personnels, opinions personnelles, comportements et expériences propres, récits de vie pratiques, etc. sur la gouvernance traditionnelle et la préservation des codes et valeurs traditionnels.

L'élaboration de ces guides a été faite sous forme de thèmes (des thèmes relatifs aux questions de recherche ou aux hypothèses de recherche.).

Les différents thèmes d'entretien n'ont pas été imposés aux sujets mais abordés de manière différentielle quant à leur formulation et à leur succession. Aussi, tous les thèmes ont été abordés de façon approfondie à travers des questions de relances.

Les thèmes abordés sont les suivants :

-les modes de gestion des biens publics et l'exercice de la citoyenneté à Djoliba et à Ouolodo .

Pour ce faire, nous nous sommes intéressés aux aspects suivants : Qu'entendez-vous par citoyenneté ?, les catégories de citoyens dans votre terroir, les conditions d'accès à ces différentes catégories de citoyens, les espaces, acteurs et instruments intervenant dans la construction citoyenne. Ensuite, il

s'agissait de savoir les valeurs associées au bien public dans votre terroir et les mécanismes de préservation des biens publics dans votre terroir.

-les Institutions traditionnelles versus Formes de légitimité à Djoliba et à Wolodo

Pour cet item, nous nous sommes intéressés à : Qu'entendez-vous par citoyenneté ?, les catégories de citoyens dans votre terroir, les conditions d'accès à ces différentes catégories de citoyens, les espaces, acteurs et instruments intervenant dans la construction citoyenne. Aussi aux valeurs associées au bien public dans votre terroir et les mécanismes de préservation des biens publics dans votre terroir.

La collecte des données

La collecte des données a été effectuée selon des étapes suivantes :

L'Elaboration des guides d'entretien pour la collecte de données

Dans le cadre de la collecte des données au niveau des deux villages, nous avons élaboré, un seul guide qui a été multiplié en nombre très élevé afin de les administrer auprès de différentes catégories socioprofessionnelles concernées par cette recherche.

La collecte des données à Djoliba et à Ouolodo

Cette activité a consisté dans un premier temps à faire une prise de contact avec les maires de la commune rurale du Mandé dont le village de Djoliba, relève et de Ouolodo pour les informer de l'enquête. Cette enquête qui est basée sur la refonte de la gouvernance et de la démocratie en lien avec les valeurs traditionnelles, des us et coutumes.

Dans un deuxième temps, il s'agissait de rencontrer les chefs de village et conseillers de Djoliba et d'Ouolodo pour leur expliquer aussi l'esprit de l'enquête.

A ce sujet, à défaut d'établir un vrai agenda de rencontre, nous avons rencontré les acteurs en fonction de leur disponibilité. Aussi, vu qu'il n'était pas possible de les rencontrer tous individuellement, nous les avons rencontrés en groupe pour des entretiens collectifs ou focus group.

Les acteurs suivants ont pu être rencontrés :

Chefs de villages et conseillers, chefs de familles, notables, personnes âgées, présidentes des femmes, famille maraboutique, famille forgeron, Maires, Hommes d'église, Jeunesse, imams, cordonniers, habitants, griots.

2.2.3. Traitement et analyse des données

Les données qualitatives que nous avons collectées sur le terrain ont fait l'objet d'un traitement rigoureux. D'abord, tous les entretiens ont été écrits directement. Nous avons également procédé à un toilettage des entretiens par une relecture minutieuse en écartant les informations inutiles et superflues. En fonction de nos objectifs, nous avons catégorisé nos informations en plusieurs sous-thèmes. Le contenu de chaque entretien fut analysé afin de dégager des idées relatives à ces catégories.

Ce qui nous amène par la suite à rapprocher, rassembler et placer dans les différents sous- thèmes, toutes les idées qui sont de même nature et qui se recourent. L'objectif est de rendre plus communicatif nos entretiens qui, pris individuellement, ne répondent pas tous à nos questions. A ce titre selon René

L'écuyer⁴ cité par (F. Délpeteau, 2013⁵) il s'agit de faire l'analyse du contenu latent ou manifeste du document.

3. Résultats

Les données collectées lors de nos enquêtes qualitatives, sont analysées, commentées et expliquées conformément aux thématiques abordées dans nos guides.

3.1. *L'exercice de la citoyenneté et les modes de gestion des biens publics à Djoliba et à Ouolodo*

Il s'agit ici de relater l'exercice de la citoyenneté et les modes de gestion des biens publics dans chacun des villages.

3.1.1. *L'exercice de la citoyenneté et les modes de gestion de bien public dans le village de Djoliba*

L'exercice de la citoyenneté

Selon la présidente des femmes du village : c'est le fait que les gens travaillent correctement, sans arrière pensée. C'est aussi le respect du père et de la mère de la part des enfants. C'est aussi faire des reboisements. Accepter de participer aux travaux collectifs.

Comme à l'époque du mandé la citoyenneté dans notre terroir, était exercée sous forme de catégories. Cela a pour avantages d'établir, l'équilibre l'ordre et le maintien de la cohésion sociale, gage de développement économique et culturel du village.

Ce sont d'abord les « mansarens », les « Keïta » descendants du légendaire Soundjata Keïta, héros du mandé. Il y'a les griots « Kouyaté », les marabouts, les « Berthé », les forgerons, les pêcheurs « Somono », les chasseurs « Donsos ». Ils constituent les catégories de citoyens qui existent dans notre village. A ce sujet il n'y'a pas de conditions d'accès à ces différentes catégories de citoyens. On naît avec ces catégories socioprofessionnelles. Le respect et l'obéissance de cette catégorisation sociétale, contribue à n'en point douter à l'équilibre de la vie humaine dans notre village.

Ce faisant chez nous il y'a des espaces, des acteurs et des instruments qui interviennent dans la construction citoyenne. Pour ce faire elle préconise que c'est « le bon esprit » qui doit prévaloir. C'est aussi l'éducation familiale qui constitue la base de tout. Il y'a aussi une classe d'âge, appelée « Tomboloma » un regroupement communautaire des jeunes et hommes du village de 18 à 45 ans dans lequel se passe une éducation civique et citoyenne rigoureuse des jeunes. Tout jeune du village, obéit aux instructions du « Tomboloma » sinon, tu quittes le village...

Selon le chef de village et ses conseillers, la citoyenneté c'est avoir un bon caractère et un bon comportement. Quand on aime sa patrie, on y amène le développement. On travaille ensemble. Nous faisons de la contribution communautaire en termes de fourniture de main d'œuvre locale dans le cadre de l'exécution de certains projets de développement.

Pour asseoir et maintenir une meilleure gouvernance dans notre village, les conditions d'accès aux différentes catégories de citoyens, n'ont pas du tout changé. En effet, on naît noble, forgeron, cordonnier, « mansaren ». On ne les devient pas.

⁴ L'écuyer, R. « L'analyse de contenu : notion et étapes », p 53

⁵ A noter que, de part sa nature, l'analyse du contenu latent est souvent plus difficile que l'analyse du contenu manifeste. En principe cette analyse devrait être faite par des chercheurs expérimentés.

Dans notre village nous avons des espaces, des acteurs et des instruments qui interviennent dans la construction citoyenne. D'abord, c'est la cellule familiale en un premier lieu qui assure l'essentiel de cette construction citoyenne. En second lieu il y'a toute la société et la rue qui veillent aussi au grain. Cependant il y'a un troisième espace très dynamique dans notre village et qui bénéficie d'une très grande adhésion populaire : le « Tomboloma ». Il est une association communautaire qui regroupe les jeunes circoncis de 15 à 50 ans. C'est un espace au sein duquel l'éducation à la citoyenneté est très rigoureuse. Le respect, l'obéissance envers les parents et les aînés, sont très rudement enseignés. On y cultive l'esprit communautaire, l'amour envers son village, la défense de l'intégrité des terres du village. On y enseigne la bravoure, la solidarité, l'entraide, l'assistance envers les concitoyens en difficulté. Le « tomboloma » aide certaines personnes à cultiver leurs champs quand elles manquent de Bras valides.

Les modes de gestion de bien public

Pour la présidente des femmes du village, le bien public doit être bien sécurisé. Il doit être entièrement destiné au développement du village et doit être destiné à l'amélioration des secteurs sociaux de base très sensibles : eau potable, écoles, santé.

La personne chargée de la gestion du bien public, doit être intègre, honnête.

Les mécanismes de préservation des biens publics dans notre terroir, c'est d'abord, la confiance. Aussi la personne doit être issue d'une grande famille. C'est quelqu'un qui préfère la faim, plutôt que la honte.

Ce faisant toujours par rapport à la citoyenneté, la gestion du bien public dans notre terroir est liée à des valeurs du terroir selon le chef de village et ses conseillers. C'est un trésorier de notre village qui a la confiance de tout le monde qui garde l'argent public. A ce sujet, il y'a des critères qui prévalent pour qu'on confie à quelqu'un l'argent du village. C'est quelqu'un qui doit être très honnête, intègre. C'est quelqu'un qui a honte d'humilier sa famille.

C'est quelqu'un du village dont toute la famille est là et connue. Il aura honte de quitter le village par le fait que c'est sa famille qui sera humiliée pour ce faire.

3.1.2. L'exercice de la citoyenneté et les modes de gestion de bien public dans le village de Ouolodo

L'exercice de la citoyenneté

Selon l'assemblée du village, regroupant toutes les catégories socioprofessionnelles, la citoyenneté, c'est le respect des enfants envers leurs parents. C'est aménagé les espaces dégradés du village. Pour ce faire le « kotebaton », un regroupement des jeunes actifs du village fait appel aux jeunes du village pour désherber, pour traiter les rigoles et les ravines issues de l'érosion hydrique. C'est aussi aménagé les pistes rurales inter villageoises.

C'est aussi faire des petits ponts de fortunes avec les moyens locaux. C'est aussi participé aux travaux des champs collectifs « Tonforo ». La démocratie est mal comprise dans notre village. Elle influence négativement la citoyenneté et entraîne l'effritement de certaines valeurs sociétales. On ne peut pas frapper sa femme ni son enfant. Les pouvoirs publics devraient éduquer les gens à la démocratie. Hier si on frappait le tam-tam du « koteba », si tu ne te présentes pas aussitôt, tu seras puni.

Pour ce faire selon toujours cette assemblée, la citoyenneté doit s'exercer dans la rigueur voire dans la dictature : « farafing fanga ». Dans le temps avant l'avènement de la démocratie, si le garde était annoncé pour venir au village, il était craint et bien accueilli. Les villageois malgré leur pauvreté, lui apportaient des poulets comme présents.

Cependant dans notre village il y'a une catégorisation sociale des citoyens. A ce titre les catégories de citoyens dans notre terroir sont : les personnes âgées, les chefs de ménage, les nobles, les forgerons, les

cordonniers. Il n'y'a pas de conditions d'accès à ces différentes catégories de citoyens. On naît avec, on ne devient pas.

Les espaces, acteurs et instruments intervenant dans la construction citoyenne sont : le « koteba » et le « N'tomouko ». Ces espaces étaient des écoles traditionnelles d'apprentissage de la citoyenneté. On y enseignait la bravoure, l'amour envers son village, le sacrifice et le don de soi pour préserver l'intégrité physique du village. On y enseignait la solidarité, l'entraide sociale.

Un autre espace dans lequel, on veillait à l'enseignement de la citoyenneté est la cellule familiale qui est le départ de toute bonne conduite. Il y'a aussi la famille.

Dans la même dynamique, selon un regroupement des femmes de ce village, la citoyenneté s'exerce à travers la participation de chacun aux travaux communautaire : l'assainissement de notre marché, de l'école, et de la Mairie. Les femmes sont membres du « kotebaton », donc elles font des actions citoyennes avec les hommes dans le cadre du développement du village

Le village connaît aussi une catégorisation de la société. Les catégories de citoyens dans notre terroir sont : les forgerons, les griots, les classes d'âges (les vieux, les adultes et les jeunes ou les cadets).

Les conditions d'accès à ces différentes catégories de citoyens, n'existent pas. On naît avec, on ne le devient pas.

Les espaces, acteurs et instruments intervenant dans la construction citoyenne sont : C'est surtout l'entente qui constitue l'espace de construction citoyenne. Certaines femmes avec à leur tête une présidente est chargée de résoudre les conflits dans les couples, d'éduquer les enfants. Exemple : on corrige les enfants qui maltraitent les animaux domestiques.

Selon le chef de village, on entend par citoyenneté, quelqu'un qui est honnête, qui ne fait pas de la politique. Car c'est la politique qui a tout gâté. Dans le temps, quand le vieux décidait, les femmes et enfants, obéissaient. C'est participé aux travaux collectifs.

Les catégories de citoyens dans votre terroir sont : Il n'y'a pas de cordonniers, ni griots, ni « founè » dans notre village. Mais il y'a les forgerons mais nous sommes tous pareils. Cependant ce sont les « Diarra » qui prédominent et ils ont la suprématie sur les autres.

On naît avec les catégories de citoyen. On ne les devient pas.

Les espaces, les acteurs et instruments intervenant dans la construction citoyenne sont nombreux : chez nous, ce sont le « Komo » et le « kotébaton » qui assurent la construction citoyenne. Si on n'obeït pas aux « komos », on sera puni. Le « komo » est une société secrète très vieille qui sévit encore dans tout le terroir du « bélé Dougou ». C'est un espace qui a des rituels très rigoureux qui valorise la citoyenneté. Il inculque à ses adeptes des vertus de très bonne conduite, l'entraide, le don de soi, la bravoure envers les concitoyens. C'est un espace qui est considéré comme une cosmogonie « bambara »

Quant au « kotébaton », c'est un regroupement des actifs du village (femmes et hommes à la fois). Il est aussi un espace éducatif qui apprend au citoyen le don de soi, l'amour du village, sa préservation contre ses ennemies et agresseurs. Il enseigne la solidarité, le secourisme envers les concitoyens en difficulté

Les modes de gestion de bien public

Le bien public dans notre terroir, c'est l'argent issu des travaux communautaires qui doit être très bien géré. Les valeurs associées au bien public dans notre terroir sont les suivantes : c'est un « yérèwolo » qui a peur de la honte et qui est prêt à se sacrifier pour préserver l'honneur de sa famille.

Les mécanismes de préservation des biens publics dans notre terroir c'est : la confiance à la personne choisie pour garder l'argent public. Par ailleurs la famille de la personne est bien connue du village et a une bonne réputation.

Quant aux femmes d'Ouolodo, le bien public, c'est l'argent de toute la communauté. Elle doit être bien gérée. C'est donc une personne dotée d'un grand principe moral, qui doit le gérer.

Les valeurs associées au bien public dans votre terroir, c'est à une femme dont nous avons confiance, qu'on remette notre argent. Nous n'avons pas confiance aux hommes, même aux caisses de micro crédit.

Les mécanismes de préservation des biens publics dans notre terroir sont : chez nous la femme qui garde l'argent a peur de perdre l'argent de ces pairs, car elle aura très honte. Ce faisant une femme a la caisse, mais c'est une autre qui a les clés. « Nous préférons confier notre argent à une pauvre qu'à une riche. En effet une femme pauvre a beaucoup plus peur de dilapider l'argent public qu'une riche. ».

Pour le chef du village d'Ouolodo Le bien public, doit être bien géré. Personne ne doit s'approprier du bien public. En tout cas au « BéléDougou » une telle forfaiture, ne peut rester punie par les « komos ». En effet leur fameuse société secrète veille aussi au grain en ce qui concerne les détournements d'argent public. La personne coupable d'un tel acte, se verra jeter un mauvais sort au vu et au su de tout le village.

Ce faisant la personne qui doit garder l'argent public doit être quelqu'un qui est animé par des bons sentiments. Il peut gérer une masse. C'est quelqu'un qui est soucieux de l'avancée de notre village. Et cela quelque soit son origine ethnique.

Les mécanismes de préservation des biens publics dans notre village, c'est la confiance et la noblesse d'esprit qui, doivent prévaloir chez cet individu.

3.2. Les Institutions traditionnelles vs Formes de légitimité à Djoliba et à Ouolodo

Chacun de ces deux villages de culture et de zone géographique distinctes, ont aussi des modes de gouvernance traditionnelle, des institutions et des formes de légitimité propres à chaque village. Ainsi ces valeurs internes permettent à ces villages de fonctionner dans une parfaite organisation socioéconomique et culturelle leur assurant par conséquent une cohésion sociale et la bonne marche vers l'avenir.

3.2.1. Les institutions traditionnelles et les formes de légitimités dans le village de Djoliba

Dans ce dessein, nous allons expliciter d'abord les institutions traditionnelles puis les types de formes de légitimités.

Les institutions traditionnelles

Selon la présidente des femmes du village, les institutions traditionnelles sont nos services publics ruraux, notamment les services sociaux de base, susceptibles de satisfaire certains besoins fondamentaux de nos habitants, notamment la santé (la guérison de certaines maladies), l'éducation des enfants.

Pour elle, les institutions traditionnelles du terroir sont nombreuses et elles ont leurs fonctions.

Il y'a les guérisseurs traditionnels ou les tradithérapeutes. Ils sont chargés de soigner certaines maladies à partir des écorces d'arbres, des feuilles et des racines etc. Il y'a aussi les chasseurs, chargés non seulement de la protection et de la préservation des forêts mais aussi de soigner les gens. Les chasseurs assurent aussi l'intégrité physique du terroir contre les éventuels agresseurs. Il y'a aussi les accoucheuses traditionnelles, le plus souvent des femmes d'un certain âge, chargées de s'occuper des femmes enceintes du village depuis la conception, jusqu'à l'accouchement.

Cependant toujours abondant dans la même dynamique, elle ajoute qu'il y'a eu des changements survenus dans l'évolution de leurs institutions traditionnelles. La modernité impacte négativement sur nos institutions traditionnelles. Elles risquent toutes de disparaître malgré la résistance de certains gardiens des valeurs traditionnelles.

Les facteurs qui ont contribué à ces changements sont le manque de respect des enfants envers leurs parents. Les enfants ne se rapprochent pas des personnes âgées afin de bénéficier de certaines connaissances empiriques dans l'optique de les pérenniser pour la postérité. En effet beaucoup de nos reliques institutionnelles sont menacées de disparitions totales à cause des problèmes de préservation et de sauvegarde. Les relais de transmissions des savoirs traditionnels sont presque inexistants.

Nos institutions traditionnelles répondent au mieux à nos aspirations : « Nos accoucheuses traditionnelles sont plus fortes que les sages femmes actuelles. Nous avons confiance à nos accoucheuses traditionnelles. » Dixit la présidente des femmes du village de Djoliba. Elles nous coûtent moins chères, aussi nous sommes bien ménagés par nos guérisseurs traditionnels qui nous prodiguent de bons soins et nous accueillent bien. Alors que celles modernes nous exigent beaucoup d'argents.

Pour le chef de village vs conseillers et autres catégories socioprofessionnelles, les institutions traditionnelles sont des regroupements communautaires, constitués des habitants du village. Les personnes qui animent ces institutions traditionnelles sont chargées de faire de nombreuses prestations de services destinées à satisfaire aux besoins fondamentaux de nos communautés : soigner les habitants à l'aide des arbres et herbes etc. Il y'a aussi la protection et la préservation de l'environnement. Faire accoucher les femmes.

Dans la même posture, les institutions traditionnelles du terroir et leurs fonctions ont été largement abordés par ces mêmes acteurs : chez nous, il y'a le « Tomboloma », un regroupement des bras valides du village. Ils sont chargés d'aménager les pistes rurales, les rues et ruelles dans le village. A l'approche de l'hivernage, ils sont chargés de lutter contre la divagation des animaux. C'est une association très hiérarchisée par conséquent, le respect des cadets envers les aînés, est très strict. Il y'a aussi les chasseurs traditionnels ou « donsos ». Ils veillent à la protection et à la préservation de l'environnement. Ils prodiguent aussi des soins aux habitants car ce sont des fins connaisseurs des plantes médicinales. Il y'a les accoucheuses traditionnelles. Elles suivent les femmes enceintes du village depuis le début de leur grossesse, jusqu'à l'accouchement et enfin les tradi-thérapeutes ou guérisseurs traditionnels, sont aussi des botanistes chevronnés qui produisent de nombreux soins à nos malades.

Cependant des changements sont survenus dans l'évolution de nos institutions traditionnelles. Elles n'échappent pas à l'usure du temps et à la modernisation. Les enfants n'écoutent plus les parents afin de bénéficier des savoirs empiriques de ces derniers. Cependant certains services sociaux de base, sont toujours assurés par les détenteurs de ces connaissances malgré l'action érosive de la modernité.

Par ailleurs des facteurs existent et ont contribué à des changements au sein de nos institutions : le manque d'intérêts des jeunes envers les traditions, la proximité avec Bamako a aussi joué négativement sur les traditions.

Par contre, il existe des relations entre les institutions traditionnelles et modernes dans notre terroir. Certaines maladies sont soignées traditionnellement en même temps avec les traitements modernes. Les accoucheuses traditionnelles collaborent avec les sages femmes pour les cas graves d'accouchement.

Mais malgré toutes ces vicissitudes de la vie sociale de notre village, nous préférons les institutions traditionnelles. Car elles répondent au mieux à nos aspirations.

Nos institutions modernes ne sont pas chères en ce qui concerne leurs prestations. Avec celles modernes, c'est l'argent le nerf de la guerre.

Les formes de légitimité

Pour la présidente des femmes du village de Djoliba, les attributs de la légitimité n'existent pas ici. Car il y'a pas de problème de légitimité. En effet c'est réglé d'office car ce sont les « mansarens », c'est-à-dire les « Keïta » descendants du légendaire Empire du Mali qui sont en charge des institutions administratives traditionnelles du village. Cette forme de légitimité est acceptée par tous les citoyens du mandé depuis la nuit des temps, c'est comme ça car ce sont eux qui furent les premiers occupants du village et de la zone.

Pour le chef de village vs conseillers et autres personnes des catégories socioprofessionnelles du village, il n'y'a pas d'attributs de la légitimité. Il n'y'a pas de vote. Le chef de village est un « mansaren », un « Keïta » originel, ils sont légitimes, ils sont les seuls habilités à gouverner les institutions traditionnelles du village. Et ils corroborent cet attribut de légitimité par cet adage : « Quand on pêche ensemble, on doit partager les poissons dans cette logique ».

Ils se succèdent de grand frère à petit frère. Cela, c'est pour éviter des problèmes de succession à la chefferie sur notre terroir. Ça permet de maintenir l'équilibre et la cohésion sociale de maintenir la domination des « mansarens » sur les autres catégories socioprofessionnelles.

3.2.2. Les Institutions traditionnelles et les formes de légitimités dans le village d'Ouolodo

Nous allons mettre en exergue les institutions traditionnelles dans un premier temps puis dans un second temps les formes de légitimité.

Les institutions traditionnelles

Selon nos enquêtes menées en focus group constitué de plusieurs catégories socioprofessionnelles, elles sont nos propres organisations ou structures communautaires, destinées à satisfaire les besoins vitaux de nos populations en services urbains notamment les services sociaux de base (santé, éducation et assainissements).

Les institutions traditionnelles du terroir et leurs fonctions d'après ce même focus group, sont les « Vieux » qui se regroupent pour prendre des décisions en partenariat avec les chasseurs. Aujourd'hui, la jeunesse n'obéit plus aux personnes âgées. Il y'a les accoucheuses traditionnelles ou « Tinaminimouso » qui suivent les femmes enceintes depuis le début de la grossesse, jusqu'à l'accouchement. Il y'a aussi les « Kotebaton », un rassemblement des bravalides du village. Le « kotebaton » a plusieurs rôles : l'aménagement des pistes rurales, des rues et ruelles du village. Au Bélé Dougou d'antan, c'est toute la société qui participait à l'éducation des enfants. Les chasseurs non seulement faisaient la distinction entre les animaux à abattre mais aussi veillent à la protection de l'écosystème ou de la biodiversité.

Les «kotebaden», c'est-à-dire les membres du regroupement, sont chargés aussi de l'aménagement des espaces publics du village. Eux et les chasseurs assurent l'intégrité physique du village. Aussi ils viennent en aide pour les (UPA), c'est-à-dire les unités de production agricole qui les sollicitent pour le labour, les sarclages et les récoltes.

Ce faisant nous observons des changements qui sont survenus dans l'évolution des institutions. Chez nous au « bélé Dougou » ou singulièrement à Ouolodo, ce n'est plus toute la société qui participe à l'éducation des enfants, cela fut révolu avec l'injonction des valeurs occidentales. Il y'a trop d'individualismes dus à l'imposition de la démocratie et ses valeurs occidentales. Aujourd'hui dans notre village on te convoque chez les autorités compétentes pour avoir frapper son fils, sa femme. Ce qui est très grave car cela est très nouveau par rapport à nos propres valeurs. Ces facteurs évoqués sont entrain de contribuer à l'effritement des nos valeurs ancestrales auxquelles nous sommes jalousement attachées.

La société moderne a amené beaucoup de changements. Nous ne pouvons même pas « corriger » nos propres femmes. Il n'y a plus de justice. Les voleurs sont relâchés aussitôt après leurs forfaits.

Malgré ces vicissitudes dans la marche de notre village, il y a des relations entre les institutions traditionnelles et modernes. A ce sujet la Mairie collabore avec le chef de quartier et ses conseillers. Les associations de jeunes ou « kotebaden » tissent des partenariats avec la Mairie et les ONG pour l'exécution des travaux d'intérêt communautaire.

Pour ce faire nos institutions traditionnelles répondent au mieux à nos aspirations et à nos préoccupations. Car avec elles, il n'y a pas de crainte, il y a plus de respects et de considérations, comparativement à celles modernes notamment la santé dont les agents ont parfois du dédain envers nous.

Quant au regroupement des femmes du village d'Ouolodo en focus group, elles trouvent que les institutions traditionnelles du terroir et leurs fonctions sont nombreuses : l'association des chasseurs ou les « donsos », constituent une institution particulière. Les chasseurs nous vendent de la viande mais aussi produisent des soins à travers les écorces des troncs d'arbres, les feuilles, les racines etc. Ils protègent l'environnement. Nous avons aussi les « brigalias », une sorte de milice traditionnelle qui sécurise le village contre les agressions des ennemies extérieures et cela à partir de minuit. Autrefois, c'est toute la société qui participait à l'éducation des enfants. Aujourd'hui quand tu frappes l'enfant d'autrui, on te convoque à la Mairie ou à la gendarmerie.

Il y a les accoucheuses traditionnelles appelées « Moussokoro » ou « vieilles femmes » qui suivent les femmes enceintes du début de la conception à l'accouchement. Ce pendant nous avons les institutions modernes et leurs fonctions. Il y a la Mairie chargée de la délivrance des actes d'état civil, l'école, le CSCOM, le Jardin d'enfants, les ONG, les moniteurs d'agriculture.

Des changements sont survenus dans l'évolution des institutions. Ce sont les nouveaux « pouvoirs » qui ont changé les choses : à savoir la démocratie et la décentralisation.

La modernité influence négativement les institutions traditionnelles. Dans ce dessein elles répondent au mieux à nos aspirations et à nos préoccupations.

Pour le chef de village d'Ouolodo : des changements sont survenus dans l'évolution des institutions traditionnelles. Dans le temps, le chef de village avait des témoins ou des « korosiguibagaw » mais aujourd'hui, ils y a les conseillers qui sont nommés ou élus par l'administration publique. Cela dénature les pouvoirs traditionnels. Car les « Korosiguibagaw » étaient mieux enclin à exercer un pouvoir public traditionnel, qui était accepté par tous. Cela permet de maintenir la cohésion sociale au sein du village. C'est la démocratie et la décentralisation qui ont tout chamboulé. Aujourd'hui, on applique les lois de la République, alors qu'autre fois, c'était nos lois.

Dans ce postulat pour lui, il n'y a pas beaucoup de relations entre les institutions traditionnelles et celles modernes car celles traditionnelles sont sur la voie de disparition au profit de celles modernes.

Abondant dans la même dynamique, il trouve que « ce sont nos institutions traditionnelles qui répondent au mieux à nos préoccupations. En effet les décisions du chef de « kotébaton », étaient appliquées à la lettre. Personne n'ose contester. Car, on peut jeter à la personne un mauvais sort à travers le « Komô », qui à l'époque, était craint de tous et de toutes. Du coup, personne ne pouvait astreindre à ces décisions ».

Les formes de légitimités

A Ouolodo, selon le focus group des différentes catégories socioprofessionnelles les attributs de la légitimité sont le consensus. C'est la chefferie du père en fils qui est le mode de succession pour être

chef de village. C'est cette forme de légitimité qui entraîne l'entente et fait éviter au village des querelles de succession à la chefferie.

Selon les femmes d'Ouolodo les attributs de la légitimité, sont les successions de père en fils. C'est la confiance, l'entente pour choisir les légitimités. Dans cette posture les personnes ou institutions qui sont en charge de nos affaires administratives traditionnelles, sont les gens de confiance qui bénéficient d'adhésion et d'assentiment populaire. Ils sont l'émanation de la population du village.

En ce qui le concerne, le chef de village, il trouve que : «les attributs de la légitimité sont et demeure la succession du père en fils. Ce sont les Diarra qui sont chefs et sont acceptés par tous. Il n'y a pas d'anciens chef de village. C'est quand on meurt qu'on est remplacé. La fuite d'un chef de village, est mauvais présage. Le vote n'est pas bon».

Les personnes ou institutions qui sont en charge de nos affaires sont celles traditionnelles qui assurent mieux les services sociaux de base à nos populations. Parce qu'elles sont moins chères. Les personnes qui les animent sont aimables, accueillantes. Les institutions modernes, sont politisées alors que la politique n'est pas bonne.

4. Discussion des résultats

Selon (Paul N'Da, 2015) : « il s'agit de procéder à l'évaluation du processus entier de recherche et de montrer la pertinence ou la validité des résultats par rapport au problème de recherche et aux questions, aux hypothèses, au cadre de référence, de mettre les résultats en relation avec d'autres travaux et d'apprécier la question des limites et de la généralisation des résultats ».

Cette étude sur les modes de gouvernance traditionnelle à Djoliba et Ouolodo, a permis de mettre en relief que jusqu'à nos jours, il existe des sociétés traditionnelles conservatrices des valeurs culturelles d'antan. Dans ces deux villages, les enquêtes ont permis de révéler que pour ce qui est des modes de gestion des biens publics, l'exercice de la citoyenneté, la gouvernance des Institutions traditionnelles vs Formes de légitimité, continuent à être assurés efficacement sans heurts sérieux avec les influences de la modernité. Cette opiniâtreté de conservation et de préservation des valeurs culturelles des deux villages, est préconisée dans les travaux scientifiques de la chercheuse (Agnès Zanten Van, 2008) : « chaque société se fonde sur des valeurs partagées, acquises progressivement au cours de la socialisation. Elles constituent des repères normatifs, des idéaux collectifs qui orientent l'activité sociale des individus. Cet ensemble de règles peut être à la fois traditionnel et moderne, dicté par les coutumes et par la loi. Il fixe ce qu'il ne faut pas transgresser ».

« Les valeurs, ont plutôt leur « appréciation hiérarchisée », elles sont évolutives au fil du temps et propre à chaque contexte socioculturel, et même à chaque cadre de socialisation. Toutes les familles ne sont pas les mêmes, mais chaque famille a ses valeurs et ses repères. [...] Chaque famille défend des valeurs à elle, sociétales, mais il y a aussi des valeurs du quartier, du clan, de la nation », affirme un notable de Bandiagara. In (IMRAP, 2016). Cette assertion est corroborée autrement par la présidente des femmes du village de Djoliba : « l'exercice de la citoyenneté, c'est le fait que les gens travaillent correctement, sans arrière pensée. C'est aussi le respect du père et de la mère de la part des enfants. C'est aussi faire des reboisements. Accepter de participer aux travaux collectifs. »

Toujours selon nos enquêtes à Djoliba : « Ce sont d'abord les « mansarens », les « Keïta » descendants du légendaire Soundjata Keïta, héros du mandé. Il y a les griots « Kouyaté », les marabouts, les « Berthé », les forgerons, les pêcheurs « Somono », les chasseurs « Donsos ». Ils constituent les catégories de citoyens qui existent dans notre village. A ce sujet il n'y a pas de conditions d'accès à ces différentes catégories de citoyens. On naît avec ces catégories socioprofessionnelles. Le respect et l'obéissance de

cette catégorisation sociétale, contribue à n'en pas douter à l'équilibre de la vie humaine dans notre village. » Dixit le chef de ce village du Mandé. Ces discours constituent des tremplins pour la refondation du Mali en matière de réforme de la décentralisation. En effet, ce sont les fils d'un terroir qui doivent être soutenus, encouragés pour être les élus municipaux et régionaux de leur territoire d'origine et non des allogènes ou allochtones. Par conséquent, ils seront mieux enclins à développer cette localité comparativement aux autres citoyens. (Op cite IMRAP, 2016), rappelant cette citation d'Amadou Hampâté Bâ : «Ainsi, l'enfant n'était guère une entité isolée. Il se trouvait encadré par plusieurs personnes de son entourage immédiat, indépendamment même de la communauté, chacun lui rappelant constamment, au besoin, les règles élémentaires de la vie en société. L'enfant devenait, à travers l'éducation familiale reçue, le marqueur de la réussite ou de l'échec de l'ensemble de la grande famille.». Cette affirmation d'Amadou Hamâté Bâ est une ambivalence de cet habitant de Ouolodo : « La démocratie est mal comprise dans notre village. Elle influence négativement la citoyenneté et entraîne l'effritement de certaines valeurs sociétales. On ne peut pas frapper sa femme ni son enfant. Les pouvoirs publics devraient éduquer les gens à la démocratie.». »

Selon B. Sanankoua In (Op cite IMRAP, 2016) : « le Mali a mis au point, très tôt, des modes de gouvernance qui lui ont permis d'organiser dans la paix, la stabilité et la sécurité, les rapports entre les différentes composantes de la société, les modes de production économique et de transmission du pouvoir. Il a élaboré des outils et mécanismes pour régler les crises et les conflits internes et externes. Les gouvernants tiraient la légalité et leur légitimité des référentiels culturels, sociaux et économiques internes. Cette réflexion de (B.Sanankoua, 2016) est toujours d'actualité dans le Manden. Ainsi pour la présidente des femmes du village de Djoliba : « les attributs de la légitimité n'existent pas ici. Car Il y'a pas de problème de légitimité. En effet c'est réglé d'office car ce sont les « mansarens », c'est-à-dire les « Keïta » descendants du légendaire Empire du Mali qui sont en charge des institutions administratives traditionnelles du village. Cette forme de légitimité est acceptée par tous les citoyens du mandé depuis la nuit des temps, c'est comme ça car ce sont eux qui furent les premiers occupants du village et de la zone. »

Pour le chef de village vs conseillers et autres personnes des catégories socioprofessionnelles du village, il n'y'a pas d'attributs de la légitimité. Il n'y'a pas de vote. Le chef de village est un « mansaren », un « Keïta » originel Ils sont légitimes, ils sont les seuls habilités à gouverner les institutions traditionnelles du village. Et ils corroborent cet attribut de légitimité par cet adage : « Quand on pêche ensemble, on doit partager les poissons dans cette logique ».

Dans la même posture selon B. Sanankoua In (Op cite IMRAP, 2016) : « en Afrique, on ne quitte pas le pouvoir, on meurt au pouvoir. Le peuple doit se soumettre au pouvoir ». A Ouolodo le chef de village a confirmé cela : «les attributs de la légitimité sont et demeure la succession du père en fils. Ce sont les Diarra qui sont chefs et sont acceptés par tous. Il n'ya pas d'anciens chefs de village. C'est quand on meurt qu'on est remplacé. La fuite d'un chef de village, est mauvais présage. Le vote n'est pas bon».

Si à Ouolodo, nos enquêtés définissent le bien public de cette manière : « Le bien public dans notre terroir, c'est l'argent issu des travaux communautaires qui doit être très bien géré. Les valeurs associées au bien public dans notre terroir sont les suivantes : c'est un « yérèwolo » qui a peur de la honte et qui est prêt à se sacrifier pour préserver l'honneur de sa famille. Par ailleurs la famille de la personne est bien connue du village et a une bonne réputation.». Par contre pour Ouidi Naaba karfo, doyen de la cour du Moro Naaba à Ouagadougou capitale du royaume de Ouagadougou : « La notion du bien public a toujours existé dans nos sociétés. Elle est liée à la gestion écologique des espaces communs, de la réglementation en tout genre, de la périodicité des activités impliquant le patrimoine commun : gestion de l'eau, gestion de la forêt, gestion de la pêche, gestion de la chasse, gestion du pâturage, gestion des aires agricoles. ».

Conclusion :

Pour mener cette étude, nous avons effectué des études qualitatives : entretiens directs et focus group auprès des chefs de villages et conseillers, auprès des femmes et jeunes, auprès des maires des communes rurales, dont relèvent ces villages. Les résultats suivants ont été obtenus : celui qui doit gérer les biens publics doit préférer la faim plus que la honte, c'est celui qui a reçu une bonne éducation familiale, c'est aussi quelqu'un qui est issu d'une grande famille. Les institutions traditionnelles sont les guérisseurs traditionnels ou les tradi-thérapeutes, les chasseurs, les accoucheuses traditionnelles. Il n'y a pas de problème de légitimité car c'est réglé d'office puisque que, ce sont les « mansarens » (Djoliba) et le plus vieux des « Diarra » (Wolodo) qui sont en charge des institutions politico-traditionnelles.

Ces résultats de recherche ainsi obtenus au niveau de ces aires culturelles « bamanan et malinké », doivent servir de tremplin pour les pouvoirs publics dans le cadre du processus de reconstruction d'un nouveau Mali.

Cette étude se termine par une préconisation : l'institutionnalisation de l'Etat par le bas, un précepte de la Science politique, Est elle conciliable avec celle de ces aires culturelles des malinkés de Djoliba et des bamanans de Ouolodo ? En effet selon ces aires culturelles, les institutions administratives traditionnelles et modernes doivent toujours être gouvernées par les seuls fils du terroir.

Références bibliographiques

AN Zanten Agnès, 2008, *Dictionnaire de l'éducation*, Paris, PUF, , pp.676.

B. Sanankoua, 2007, *Gouvernance, Légitimité Et Légalité Au Mali*, In (Entre Tradition Et Modernité, Quelle Gouvernance Pour L'Afrique ? Actes du colloque de Bamako 23, 24 et 25 janvier 2007).

IMRAP juin 2016 (Institut Malien de Recherche Action pour la Paix),: *Mutation des valeurs sociétales : diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali*,.

IMRAP, juin 2016, (Institut Malien de Recherche Action pour la Paix), *Mutation Des Valeurs Sociétales: Diagnostic Et Solutions Pour Une Paix Durable Au Mali*.

L'Ecuyer, R. 1987, « *L'analyse de contenu : notion et étapes* », p 53

Léon SAUR. 2015, *Démocratie en Afrique Subsaharienne : dépasser les certitudes occidentales*, 43P. flashs-01508805F.

Paul N'DA, 2015, *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines, Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article*, L'Harmattan, 5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris.

Pecqueur (B.), 1995, *Le développement local*, Paris : Syros, coll. Alternatives, 140p.

Touré M. Juillet-Décembre, 2016, *Enjeux Et Limites De La Gouvernance Des Villes Africaines : Cas De Bamako (Mali)* In «Revue Africaine des Sciences Sociales et de Santé Publique Vol. 13 (1), ISSN 1987-071X ».